

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 14 NOVEMBRE 2018**

JP/VA

OBJET : I.7. INVESTISSEMENTS – ACCORD-CADRE MAÎTRISE D'OEUVRE ALIMENTATION EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

L'an deux mille dix-huit, le quatorze du mois de novembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

Était absent :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

OBJET : I.7. INVESTISSEMENTS – ACCORD-CADRE MAÎTRISE D'ŒUVRE ALIMENTATION EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Toute réalisation d'investissements nécessite, a minima, l'intervention de trois acteurs : le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entreprise de travaux. Il appartient au maître d'ouvrage de définir et d'arrêter ses besoins (programme, enveloppe financière). Sur cette base, le maître d'œuvre assure les études puis la direction du chantier, l'entreprise réalisant le chantier.

Pour la maîtrise d'œuvre et pour certaines natures d'investissements, il est proposé de poursuivre avec la technique de l'accord-cadre. Les éléments de mission demandés au maître d'œuvre (AVP, PRO, ACT, EXE ou VISA, DET et AOR) sont définis dans chaque marché subséquent, étant précisé que l'ensemble des éléments n'est pas forcément nécessaire pour chaque marché. Les accords-cadres actuellement en cours ont été notifiés le 15 avril 2016 pour deux années, renouvelables 1 an. Ils ont été renouvelés une fois pour une durée d'un an et s'achèvent donc le 14 avril 2019.

Il est proposé de lancer une nouvelle consultation. Le mode de dévolution et les critères de choix pour l'accord-cadre ainsi que pour les marchés subséquents doivent être arrêtés.

Le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **RECOURIR** à la technique de l'accord-cadre pour la maîtrise d'œuvre de certains travaux d'alimentation en eau potable et en assainissement collectif,
- **DÉTERMINER** que l'accord cadre s'appliquera aux programmes relatifs à la mise en place de canalisations, branchements, équipements hydrauliques et électromécaniques dont le montant plafond des travaux n'excède pas 750 000 € HT,
- **DÉTERMINER** que les travaux de ce type seront exclus du champ d'application de l'accord cadre lorsqu'ils sont annexes à une station de traitement d'eau potable, à un réservoir ou à une station d'épuration ainsi que pour les mises à niveau d'ouvrages,
- **DÉCIDER** des critères d'attribution et leur pondération pour l'accord-cadre :
 - Prix des prestations appréciés notamment au vu du plafond de rémunération proposé à l'Article 3 de l'Acte d'engagement et des honoraires de chacun des 3 chantiers type (pondération 40 %),
 - Valeur technique de la proposition au vu des mémoires techniques correspondants remis (pondération de 60 %).
- **DÉCIDER** des critères d'attribution et leur pondération pour les marchés subséquents :
 - Prix (pondération 40 %),
 - Moyens matériels et humains mis en œuvre, et visites inopinées proposées (pondération 30 %),
 - Appréhension du contexte et des difficultés du chantier concerné (pondération 30 %).
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation selon une procédure adaptée avec les principes suivants :
 - Accord cadre pour une durée de deux ans, reconductible deux fois un an,
 - Montant global des engagements de cet accord cadre, relatif aux honoraires de maîtrise d'œuvre, ne pouvant en tout état de cause pas dépasser 440 000 € HT,
 - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus,
 - Accord-cadre conclu avec plusieurs titulaires, dont le nombre maximum ne devra pas dépasser cinq,
 - Pour permettre d'apprécier la prestation des bureaux d'études afin de pouvoir comparer les offres et afin de donner une idée au candidat du type de prestations et de pouvoir comparer les offres, proposition de trois chantiers «type ».
- **AUTORISER** le président à **SIGNER** les pièces afférentes à cet accord cadre et à faire toutes les démarches nécessaires pour sa mise en œuvre, dans le cadre de l'économie présentée ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL